



## Registre des activités de traitement des données personnelles

(Article 31 du règlement 2018/1725)

Date : 19/06/2019

Numéro de référence : 137

### Entités légales et gestion financière en SAP

Domaine d'activité : Activité administrative

#### Coordonnées

<i>Responsable du traitement ou Responsables conjoints du traitement :</i>	Le Comptable	<i>Délégué à la protection des données :</i> Contact <a href="mailto:DataProtectionOfficer@curia.europa.eu">DataProtectionOfficer@curia.europa.eu</a>
<i>Coordonnées de contact :</i>	Par courrier électronique : <a href="mailto:Fichiers_tiers@curia.europa">Fichiers_tiers@curia.europa</a>  Par courrier postal:  Direction du budget et des affaires financières  Unité comptabilité  Cour de justice de l'Union européenne  L-2925 Luxembourg	

Accessible au public

<i>Service traitant :</i>	La comptabilité	
<i>Sous-traitant :</i>	N/A	

## Description du traitement

<i>1) Finalité du traitement</i>	<p>Le traitement a pour objet d'enregistrer les données à caractère personnel de tout contractant dans la mesure nécessaire à la gestion et à la comptabilité liées aux rapports de nature financière et contractuelle que l'institution entretient avec ce contractant.</p> <p>Ces données sont nécessaires pour permettre d'effectuer les opérations d'engagement et de paiement des dépenses. Elles sont également utiles pour l'établissement de rapports statistiques d'activité.</p>
<i>2) Description du traitement</i>	<p>Les données sont collectées au moyen des fiches « signalétique financier » complétées par les contractants auxquelles des documents justificatifs sont éventuellement annexés par les contractants.</p> <p>Les données suivantes sont enregistrées dans la base de données du système financier: nom, prénom, adresse, compte(s) bancaire(s), titulaire du(des) compte(s), le cas échéant le représentant ou la personne de contact.</p> <p>Ces informations sont utilisées lors de l'enregistrement des contrats et commandes de prestations de services ou de livraison de biens résultant des procédures de marché publics ainsi que lors des paiements des prestations ou livraisons y relatives.</p> <p><i>Des statistiques sur l'historique des prestations et des paiements sont également générées par le système.</i></p>

<i>Catégorie de personnes concernées</i>	<i>Catégorie de données concernées</i>	<i>Durée de conservation des données</i>
Toute personne physique impliquée dans une relation financière et contractuelle avec l'Institution.	nom, prénom, adresse, compte(s) bancaire(s), titulaire du(des) compte(s), le cas échéant le représentant ou la personne de contact	Les formulaires et documents annexes reçus sont archivés et sont conservés pour une durée de 10 ans courant à partir du 1 <sup>er</sup> janvier suivant l'année au cours de laquelle la dernière opération financière en relation avec le contractant a été clôturée.
	Statistiques sur l'historique des prestations et des paiements.	Ces statistiques sont disponibles dans le système tant que les données enregistrées ne sont pas effacées.

<i>3) Destinataires</i>	
<i>a) Au sein de l'institution</i>	Les membres du personnel de l'Institution en charge de la gestion financière et comptable.
<i>b) À l'extérieur de l'institution</i>	Les auditeurs de la Cour des comptes européenne dans le cadre de la mission qui lui est confiée par l'article 287 TFUE.
<i>4) Transfert à un pays tiers ou une organisation internationale</i>	N/A
<i>5) Mesures de sécurité</i>	Les documents originaux ou copie (en cas de transmission par voie électronique) sont conservés au sein du service comptable dans des registres et locaux réservés au personnel du service.

	L'accès aux informations on-line via le système comptable et financier est restreint aux personnes dûment autorisées en charge de la gestion financière et comptable.
6) <i>Notice d'information</i>	<p>Les personnes concernées par l'enregistrement communiquent leurs données au moyen de la fiche « signalétique financier » prévue à cet effet sur laquelle un renvoi à la notice d'information est prévu au moyen d'un hyperlien.</p> <p>La notice d'information sera également mise à disposition sur le site web de la Cour dans la section dédiée aux appels d'offres.</p>